

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 13/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACRODUR INDUSTRIE

11 boulevard Eiffel
BP 12
21601 Longvic

Références : 2024-61
Code AIOT : 0005401091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement ACRODUR INDUSTRIE implanté 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic. L'inspection a été annoncée le 13/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACRODUR INDUSTRIE
- 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ACRODUR INDUSTRIE réalise le traitement de surface des métaux et plus précisément le nickelage chimique et nickelage sulfamate. La société intervient sur des pièces en base fer, cuivre et alu.

Le site dispose de laboratoires et d'ateliers équipés pour procéder au traitement des métaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité des points de rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 17.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Conformité des points de rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 17.3	Prescriptions complémentaires	6 mois
4	Respect des valeurs de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suivi de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 20.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Suivi de l'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Demande d'action corrective	3 mois
8	Captation des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Respect des valeurs de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 19.3	Sans objet
7	Enregistrement des incidents	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son dossier de demande d'autorisation de juin 2004, l'exploitant précisait que "l'installation compte 6 extracteurs" et "le process fonctionnant en discontinu, les extracteurs ne sont jamais en route tous ensemble. Seuls deux fonctionnent en permanence [...] C'est pourquoi, ils ont servi de référence pour l'analyse d'air". L'évaluation de l'exposition des populations concluait, au regard du respect des valeurs-limites d'émission (en concentration) des deux extracteurs, que le risque était maîtrisé.

Suite à la prescription de l'article 17.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2005, l'exploitant a fait réaliser une évaluation de réduction du flux et du nombre de points de rejet. Le rapport d'octobre 2019 issu de cette évaluation, fait état qu'entre 2005 et 2019, 5 points de rejets ont été supprimés. Il mentionne également que suite à la suppression ou au regroupement des points de rejet, il reste 13 points de rejets atmosphériques sur le site.

La visite réalisée le 17 janvier 2024 fait ressortir un nombre important de non-conformités vis-à-vis des équipements, du suivi et de la qualité des rejets atmosphériques.

De plus, il apparaît que les hypothèses prises en 2004 afin d'évaluer l'exposition des populations ne sont pas représentatives des conditions réelles de fonctionnement de l'installation. En effet, l'évaluation des risques a été réalisée au vu du respect de la concentration des valeurs limites au niveau de 2 extracteurs seulement, les 4 autres devant fonctionner en discontinu et jamais ensemble.

Or les constats de l'inspection font apparaître que pour l'activité de traitement de surface, il existe 9 points de rejets atmosphériques reliés aux bains de traitement et 1 point de rejet atmosphérique au niveau de la station de traitement des eaux résiduaires, et l'exploitant a confirmé que ces extracteurs fonctionnaient en permanence.

Il apparaît donc que les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation du 22 juillet 2005 ne permettent pas de s'assurer de l'absence de dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Notamment vis-à-vis des risques pour la population liés aux rejets atmosphériques de l'installation.

Or l'article L. 181-14 du code susvisé prescrit que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article 181-3 du même code s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions.

L'inspection proposera donc un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en parallèle du présent rapport, afin d'imposer une évaluation quantitative des risques sanitaires prenant en considération l'ensemble des points de rejets atmosphériques canalisés de l'installation ainsi que les émissions diffuses. L'inspection propose également que soit prescrit à l'exploitant à l'issue de cette évaluation, le dépôt d'un rapport à porter à connaissance prenant en compte :

- les conclusions de l'évaluation susvisée,
- les modifications apportées aux installations de gestion de traitement des rejets atmosphériques par rapport aux éléments présentés dans le dossier d'autorisation de juin 2004 (descriptif, plans, polluants susceptibles d'être rejetés, débit, concentration, flux, programme de surveillance, ...) ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des points de rejets atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 17.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : [...] Les cheminées permettront une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. [...]
Constats : OBSERVATION : Du fait de l'absence de plan des réseaux de rejets atmosphériques conformes aux règles de l'art et de l'absence visible de la cheminée pour le point de rejet H : Électrolyse acide (extracteur n°2), l'inspection n'a pas été en mesure de contrôler la conformité de ce point de rejet. NON-CONFORMITÉ L'inspection a constaté que les cheminées des rejets M : Laboratoire2, N : Flexible + Labo 1 + Maintenance étaient non conformes, en effet, la sortie horizontale de ces points de rejets ne permet pas l'ascension des gaz dans l'atmosphère. NON-CONFORMITÉ L'inspection a constaté que la cheminée du rejet E : Acide Nitr. K6 était non conforme, en effet, la présence d'un « chapeau » sur celle-ci empêche l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En compléments des points relatifs au traitement des non-conformités : - l'exploitant devra fournir à l'inspection un plan des réseaux de rejets atmosphériques conforme aux règles de l'art. - il devra également communiquer les éléments justifiants la conformité du point de rejet H (exemple : photo, données techniques, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conformité des points de rejets atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 17.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : 17.3 autre installations Les points de rejet canalisés des installations reprises ci-après ont les caractéristiques suivantes : Installations Point de rejet Hauteur (m) Diamètre (m)

Extracteur extérieur (chaînes K3, K4 et K5) N° 1 9,7 0,78
Extracteur intérieur électrolyse N° 2 9,6 0,58

Il est à noter qu'il existe nombre d'autres points de rejets canalisés mais ceux-ci ne font l'objet que d'une utilisation sporadique.
[...]

Constats :

L'inspection a constaté que les baignoires restent remplies en produits, l'exploitant ayant expliqué qu'ils sont utilisés de façon non quotidienne dans le cadre d'opération de traitement de surface.

De plus, l'exploitant a confirmé que les systèmes d'aspiration des vapeurs des baignoires étaient en fonctionnement continu avec au moins deux vitesses d'aspiration (fonction de la réalisation ou non d'opérations de traitement dans les dites baignoires).

NON-CONFORMITE

L'inspection constate que l'utilisation de l'ensemble des points de rejets ne peut pas être jugée de « sporadique ».

Or le dossier d'autorisation de juin 2004 fait état du fait que seuls deux extracteurs fonctionnent en permanence et que seuls ces deux points de rejets ont servi de référence pour les analyses d'air.

Il apparaît donc pour l'inspection que les analyses réalisées dans l'étude d'impact présente dans le dossier de juin 2004 et notamment vis-à-vis des enjeux sur l'air, ne permet pas d'évaluer les enjeux sanitaires au vu du fonctionnement réel des installations.

Par conséquent, l'inspection propose que soit prescrit à l'exploitant la réalisation d'une évaluation des risques sanitaires prenant en compte l'ensemble des rejets atmosphériques du site, y compris les émissions diffuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Respect des valeurs de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 19.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes :

Identification du conduit	Vitesse minimale des gaz (m/s)
Extracteur n° 1	18
Extracteur n° 2	8

Identification du rejet	Paramètres à contrôler	Valeurs limites	
		Débit maximal (m3/h)	Concentration
Extracteur n° 1	NOx	31 000	100 ppm
	CN Totaux		1 mg/Nm3
	Alcalinité exprimée en OH		10 mg/Nm3

Extracteur n° 2	NOx	7 900	100 ppm
	CN Totaux		1 mg/Nm3
	Alcalinité exprimée en OH		10 mg/Nm3

Constats :

Le rapport APAVE n°100051921-001-1 du 8 mars 2023 fait état de la surveillance des points de rejets suivants :

Electrolyse Acide (extracteur n°2) ; Electrolyse CN ; Electrolyse Dégraissant ; K3K4K5 (extracteur n°1) ; K6 Chlorhydrique (HCl) ; K6 Nickel (Ni) ; K6 Nitrique (HNO3) ; Ag 3 ; Flexible ; Station de Traitement ; Microbilleuse et Sableuse.

Les analyses réalisées sur les points Extracteur n° 1 et n° 2 n'appellent pas de remarques.

OBSERVATION

Il apparaît que les débits mesurés lors du contrôle du 8 mars 2023 sont inférieurs au débit minimum nécessaire à la protection des travailleurs et défini dans le dossier de demande d'autorisation de juin 2024 (partie notice d'hygiène et de sécurité).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des valeurs de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m3)</p> <p>Acidité totale exprimée en H : 0,5</p> <p>HF, exprimé en F : 2</p> <p>Cr total : 1</p> <p>Cr VI : 0,1</p> <p>Ni : 5</p> <p>CN : 1</p> <p>Alcalins, exprimés en OH : 10</p> <p>NOx, exprimés en NO2 : 200</p> <p>SO2 : 100</p> <p>NH3 : 30</p> <p>[...]</p> <p>Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m³ ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des points de rejets hormis celui de la microbilleuse et sableuse, font partie des installations de traitement de surface (rubrique 3260), par conséquent, sauf mention dans l'arrêté d'autorisation, ils doivent respecter l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.</p> <p>NON-CONFORMITÉ:</p> <p>Le rapport APAVE n°100051921-001-1 du 8 mars 2023 fait ressortir: pour le rejet « Electrolyse Cn » une concentration en Cn de 1,2059 mg/Nm3 pour le rejet « FLEXIBLE » une concentration en Cn de 1,8786 mg/m3</p> <p>OBSERVATION:</p> <p>Il apparaît que les points de rejets de l'atelier « flexible », « labo1 » et « maintenance » sont raccordés à un point de rejet unique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit apporter les éléments expliquant ces non-conformités ainsi que les mesures correctives qu'il a mis en place ou qu'il prévoit de mettre en place afin de lever ces non-conformités.</p> <p>L'exploitant devra justifier que le raccordement d'activités non soumises au traitement de surface n'entraîne pas une dilution des rejets de l'atelier « Flexible ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Suivi de l'autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 20.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 20.1 Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)</p> <p>Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après</p> <p>Extracteurs n° 1 et N° 2 – Fréquence annuelle</p> <p>Conduit chaudière N° 1 et N° 2 – Fréquence tous les 3 ans</p> <p>Tout autre rejet canalisé – Fréquence tous les 3 ans</p> <p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont adressés à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments justifiant du respect des périodicités de contrôle.</p> <p>NON-CONFORMITÉ</p> <p>L'exploitant n'accompagne pas les résultats de contrôle périodique pour les rejets atmosphériques de commentaires permettant d'expliquer les anomalies observées, ni de description ou de justification relative aux mesures correctives mises en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant devra apporter les commentaires permettant d'expliquer les anomalies observées, ainsi que les descriptions ou les justifications relatives aux mesures correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suivi de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; - les valeurs-limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que seul le point de rejet J (Ag continu III) fait l'objet d'un traitement des gaz grâce à une tour de lavage.</p> <p>NON-CONFORMITÉ L'inspection a constaté que seuls les points de rejet H (Électrolyse acide) et L (K3/K4/K5) faisaient l'objet d'une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques annuels. Les autres points de rejets de l'activité traitement de surface faisant l'objet d'une mesure tous les 3 ans.</p> <p>NON-CONFORMITÉ L'exploitant a confirmé qu'il ne réalisait pas d'estimation des émissions diffuses.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir l'estimation des émissions diffuses. L'exploitant doit faire réaliser une mesure des rejets des activités de traitement de surface tous les ans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Enregistrement des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 21
Thème(s) : Autre, enregistrement
Prescription contrôlée : [...] - rapports des incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection qu'aucun incident ou accident ayant entraîné l'arrêt des installations n'avait été répertorié. L'exploitant a confirmé qu'il n'existait pas d'alarme relative à la prévention des risques de pollution atmosphérique. Par conséquent, l'inspection propose de supprimer la mention d'alarme de l'article 21 de l'arrêté d'autorisation, lors d'un projet arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Captation des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphérique
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
Constats : NON-CONFORMITÉ L'inspection a constaté que les rejets des points P « Electrolyse Cn » et N « FLEXIBLE » ne sont pas équipés de systèmes permettant l'épuration des émissions, or leurs rejets ne respectent pas les valeurs limites de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier les mesures ou moyen d'épuration qu'il prévoit de mettre en place afin que les rejets P et N respectent les valeurs-limites de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois